La Commune

"Je n'ai pas l'intention de me soumettre aux autorités espagnoles"

lettre d'Aurore Martin

20 décembre 2010

Par Aurore Martin

Le coup de massue est tombé ! Me voilà amenée à vous écrire une lettre d'un genre particulier. Je m'adresse à vous tous aujourd'hui pour vous exprimer toute mon indignation, mon inquiétude, ma peur, mais aussi toute ma détermination et ma volonté de me battre. Il est l'heure de défendre nos droits civils et politiques avec force, ce précédent ne laisse rien présager de bon.

l'inacceptable est-il acceptable ? Bien sur que non ! Cependant l'histoire du Pays Basque nous a souvent démontré que l'inacceptable était possible : les extraditions, les multiples mandats d'arrêt européens délivrés à des dizaines de militants politiques (Segi, Askatasuna, Udalbiltza...), l'existence des législations et tribunaux d'exceptions à Paris et Madrid, la pratique de la torture dans les commissariats et casernes espagnoles, les partis politiques interdits, deux quotidiens fermés et ses journalistes torturés et incarcérés, les arrestations massives, la disparition et la mort de Jon Anza... Tout cela existe, cette répression est normalisée, c'est le lot quotidien du Pays Basque, des Basques.

Cela est possible car les principales formations politiques en France et en Espagne, avec la complicité de leurs relais locaux, le permettent, le défendent et pour certains le laissent faire par leur silence coupable. Il est temps de prendre vos responsabilités ! Je n'ai pas été surprise par le verdict de la Cour de Cassation. Nous le savions depuis longtemps, dans les affaires basques, les justices espagnole et française sont là pour appliquer des décisions politiques. Depuis mon incarcération à Seysse, les dés étaient jetés, le reste n'était que de la mise en scène, une belle mascarade. Tout cela pour arriver à leur fin, l'illégalisation de fait de Batasuna par l'Etat français, de toute la gauche abertzale, et plus s'ils le jugent nécessaire.

Une illégalisation sournoise menée main dans la main avec l'Espagne. Une preuve de plus que l'Etat français est un acteur majeur et direct du conflit politique basque. En acceptant ce MAE, Paris ne fait que renforcer ses choix politiques : la répression et la négation du Pays Basque ; une négation qui est à l'origine de ce conflit. Il n'y aura pas de solution juste donc définitive tant que la France ne reconnaîtra pas l'existence politique du Pays Basque nord. Ce nouveau saut répressif a lieu au moment où la gauche abertzale multiplie ses efforts en faveur d'un processus démocratique de résolution de ce conflit. Mon Mandat d'Arrêt Européen et le maintien dans l'illégalité de la gauche abertzale sont des obstacles à sa mise en place. Tous les acteurs du conflit doivent pouvoir participer à ce processus en toute normalité ; dans ce sens, la gauche abertzale doit être légalisée sur l'ensemble du Pays Basque et toutes les poursuites judiciaires à son encontre stoppées. Malgré cette répression, ces provocations, Batasuna réaffirme son engagement en faveur de ce processus démocratique. Dans ce sens, nous mettrons tout en oeuvre pour qu'il puisse aller jusqu'à son terme.

Je n'ai pas l'intention de me soumettre aux autorités espagnoles, ni de faciliter à la France l'exécution de mon Mandat d'Arrêt Européen. Depuis quelques jours, ma vie a quelque peu changé. En effet, mon activité politique est interdite en France, en Espagne et en Pays Basque. Je n'ai pas d'autre choix que de me cacher pour pouvoir continuer mon activité politique au sein de Batasuna. J'ai donc décidé d'arrêter mon contrôle judiciaire et de ne plus me montrer publiquement. Je suis en Pays Basque, parmi vous, grâce à vous, grâce aux nombreux amis et soutiens qui m'ont accueillie et ouvert leurs portes.

En Pays Basque, il y a une valeur qu'on ne nous enlèvera jamais, c'est celle de la solidarité. Merci à tous, proches, amis, militants, élus... pour tout le travail accompli. Sans vous tous, cela ne serait pas possible. Continuons ce travail, rassemblons-nous, créons entre tous un rempart contre la répression, créons les conditions de la résolution de ce conflit, créons les conditions de la reconnaissance politique du Pays Basque nord.
Pour terminer cette lettre je vous demande d'avoir une pensée pour les militants incarcérés ou réfugiés, et leurs familles, qui, comme moi, vont passer les fêtes de fin d'année loin de leurs proches.
Merci.

Modifié le mercredi 22 décembre 2010

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque

Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble de prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... »

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... »

Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... »

Pays Basque : Des paramètres qui bougent (Tribune libre à EKAITZA)

Les élections générales viennent d’avoir lieu au Royaume d’Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue ava tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... »

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont de cesse de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... »

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l’État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... »